ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 4 juin 2019 — N° 49
Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Bénévoles du Centre de curling.*

- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Association des résidents du Plateau, jeune, active et au cœur de sa communauté depuis 25 ans.*

- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *La 5e édition de la course au Cœur-des-Monts.*

- Le député de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Hommage à M. André Bouchard, enseignant.*

- La députée de Roberval sur le sujet suivant : *Hommage à sœur Jeanne-d'Arc Bouchard, fondatrice du département Saint-Antoine.*

- Le député de René-Lévesque sur le sujet suivant : *Coupe du monde de paracyclisme.*

- Le député de Rousseau sur le sujet suivant : *Hommage à Plomberies PDA-Vézina de Saint-Lin-Laurentides.*

- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Reconnaissance de l'implication de Daniel Johnson du programme avancé en leadership de la Commission scolaire Sir Wilfred Laurier.*

- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Hommage à un grand bâtisseur, monsieur Odila Sauvageau.*

- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Hommage à feu Denis Boutin, maire de Sainte-Sabine.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 21, Loi sur la laïcité de l'État.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**

2) Projet de loi n° 14
Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le **4 avril 2019**
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **16 mai 2019**

3) Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le **28 mai 2019**

4) Projet de loi n° 17
Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile
Présenté par le ministre des Transports le 20 mars 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 14 mai 2019
Reprise du débat ajourné au nom du député de D'Arcy-McGee le **28 mai 2019**

5) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **10 avril 2019**

6) Projet de loi n° 20
Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du 20 août 2018 du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019
Présenté par la ministre de la Justice le 11 avril 2019
Reprise du débat ajourné au nom du député de LaFontaine le **9 mai 2019**

7) Projet de loi n° 21
Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 28 mars 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2019
Vote reporté le **3 juin 2019**

8) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **18 avril 2019**

9) Projet de loi n° 25
Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **14 mai 2019**

10) Projet de loi n° 26
Loi concernant le Réseau structurant de transport en commun de la Ville de Québec
Présenté par le ministre des Transports le **30 mai 2019**

Étude détaillée en commission

11) Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019
Principe adopté le **14 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

12) Projet de loi n° 9
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 7 février 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2019
Principe adopté le **9 avril 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

13) Projet de loi n° 16
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **16 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

14) Projet de loi n° 6
Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre de la Justice le 13 février 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 3 avril 2019
Principe adopté le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des institutions déposé le **29 mai 2019**
(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

15) Projet de loi n° 13
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 février 2019
Principe adopté le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **28 mai 2019**

16) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption de certaines mesures fiscales par le Parlement du Canada
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le leader parlementaire de l'opposition officielle, et le leader parlementaire du troisième groupe d'opposition le 15 mai 2019
Principe adopté le 30 mai 2019
Rapport de la Commission des institutions déposé le **3 juin 2019**

Adoption

17) Projet de loi n° 12
Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 21 février 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 27 mars 2019
Principe adopté le 4 avril 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le 29 mai 2019
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Saint-Laurent le **3 juin 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

18) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

19) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

20) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

21) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

22) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

23) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

25) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

26) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

27) Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**

28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

29) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

30) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

31) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Paspébiac
Présenté par le député de Bonaventure le **15 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

32) Projet de loi n° 203
Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **3 juin 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

33) Projet de loi n° 200
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi
Présenté par la députée d'Abitibi-Ouest le 7 mai 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **15 mai 2019**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Ville de Paspébiac (mandat confié le 15 mai 2019).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 3 juin 2019).

Mandat d'initiative

- Poursuivre le mandat d'initiative sur l'accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 5,** Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans (mandat confié le 15 mai 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes (mandat confié le 9 avril 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 14 mai 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat d'initiative

- Les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

69) Mme St-Pierre (Acadie) – **4 juin 2019**
À la ministre de la Sécurité publique

L'établissement de jeu « Playground Poker Club » est situé sur la réserve autochtone de Kahnawake, à 27 kilomètres du Casino de Montréal. Cet établissement, qui se concentrait sur le jeu de poker, a récemment étendu ses activités en offrant désormais des jeux de type machines à sous.

Nous apprenions récemment qu'un projet d'établissement de jeux chemine présentement sur la réserve autochtone de Wôlinak, à 24 kilomètres du Salon de jeux de Trois-Rivières.

La ministre, qui est notamment responsable de la Régie des alcools, des courses et des jeux, peut-elle nous indiquer la position du gouvernement face à de tels établissements?

Peut-elle nous indiquer si des négociations sont en cours avec les autorités des réserves autochtones de Kahnawake et de Wôlinak à ce sujet et si oui, quel est l'échéancier du gouvernement pour parvenir à un accord?

De même, la ministre peut-elle nous indiquer si des mesures de protection des joueurs compulsifs existent et sont en place dans ce type d'établissement, comme c'est le cas dans l'ensemble des établissements de jeux du Québec?

70) M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) – **4 juin 2019**
À la ministre responsable des Affaires autochtones

Le Secrétariat aux affaires autochtones a comme mission de « coordonner toute l'action gouvernementale en milieu autochtone. Il a pour responsabilité d'assurer la cohérence dans les politiques, les interventions, les initiatives et les positions des divers ministères et organismes du Québec engagés dans cette action. À cette fin, il est en étroite collaboration avec les coordonnateurs ministériels en milieu autochtone qu'il rencontre sur une base régulière ».

Considérant la mission du Secrétariat, il nous semble primordial que celui-ci ait en sa possession toute information touchant des projets majeurs en matière de santé et de services sociaux afin de faciliter les liens avec les communautés comme les Hurons-Wendats et les Inuits.

En ce sens, est-ce que la ministre responsable des Affaires autochtones peut déposer les études, les analyses et l'état d'avancement des projets de santé et de services sociaux, notamment en ce qui concerne le projet Tortue de la nation Huronne-Wendat et celui de la maison Ullivik?

71) M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) – **4 juin 2019**
À la ministre responsable des Affaires autochtones

Le gouvernement fédéral, la nation Huronne-Wendat et la Ville de Québec sont en négociation concernant la cession des terrains de la défense nationale à Sainte-Foy.

Étant donné que la décision finale aura une incidence sur l'urbanisme et l'occupation du territoire de la Ville de Québec et que le Secrétariat aux affaires autochtones a un rôle de coordination entre les ministères et les nations autochtones, nous aimerions connaitre le nombre de rencontres qui ont été tenues entre le Secrétariat et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation à ce sujet.

Est-ce que la ministre et son cabinet, ainsi que le MAMH ont procédé à des études d'impacts reliées à différents scénarios pour la population de la Ville de Québec et de la nation Huronne-Wendat? Le cas échéant, est-il possible de déposer les conclusions et les documents pertinents?

72) M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) – **4 juin 2019**
À la ministre responsable des Affaires autochtones

Dans la cadre de l'étude des crédits budgétaires 2019-2020, en réponse à la question 18 du cahier des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle, on apprend que le Secrétariat aux affaires autochtones avait jugé ses besoins financiers à 297 495 700 $. Or, dans le volume 3 du manuel budgétaire intitulé Crédits des ministères et organismes, nous retrouvons à la page 62, des crédits totaux de 294 256 700 $ soit 3,24 M$ de moins que ce qui avait été jugé nécessaire par le Secrétariat.

Parmi les trois aspects de la mission du Secrétariat, soit la négociation d'ententes, la diffusion d'informations et l'appui à différents projets de développement, lesquels de ses aspects ont dû être amputés? Quels sont les initiatives ou les programmes qui ne verront pas le jour?

Dans l'éventualité qu'aucun aspect n'ait été amputé, à quoi aurait servi les 3,24 M$ demandés par le Secrétariat?

73) M. Marissal (Rosemont) – **4 juin 2019**
Au ministre des Finances

Dans les Renseignements additionnels du budget 2019-2020, p. B.11, il est mentionné que le gouvernement tiendra des consultations en 2019 sur les moyens d'améliorer la transparence corporative, notamment en évaluant la possibilité d'implanter au Québec un registre public des bénéficiaires ultimes.

Si le Québec devait implanter un tel registre, cela représenterait une avancée importante pour la transparence corporative et la lutte contre les paradis fiscaux, car cela rendrait publique l'identité des individus qui contrôlent effectivement et bénéficient de l'activité des entreprises et autres entités légales concernées.

Ainsi, non seulement cela doterait Revenu Québec d'un puissant outil pour retracer la circulation de l'argent entre différentes entités légales, mais comme ce registre serait public, il permettrait de conforter la confiance de la population envers l'administration fiscale.

Mes questions au ministre des Finances :

1) Quel mode de consultation le ministre a-t-il envisagé?

2) Selon quel échéancier?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 1er mai 2019
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement – *députée de Mercier.*

Projets de loi d'intérêt privé

b) 3 juin 2019
Loi concernant la Ville de Rimouski – *député de Matane-Matapédia.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées – *ministre de la Justice.*